

AVENANT

CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE RELATIVE AUX TRAVAUX DE RECHERCHE ET DE CONSULTATION SUR LA LOI SUR LA PROTECTION DES PERSONNES DONT L'ÉTAT MENTAL REPRÉSENTE UN DANGER POUR ELLES-MÊMES OU POUR AUTRUI

Entre

Le **MINISTRE RESPONSABLE DES SERVICES SOCIAUX**, pour et au nom du gouvernement du Québec, représenté par madame Caroline de Pokomandy-Morin, sous-ministre adjointe de la Direction générale des programmes dédiés aux personnes, aux familles et aux communautés (ci-après la « DGPPFC »), dûment autorisée aux termes du Règlement 2 sur la signature de certains actes documents ou écrits du ministère de la Santé et des Services sociaux (RLRQ, chapitre M-19.2, r.3);

ci-après appelé le « Ministre »,

Et

L'INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RÉFORME DU DROIT ET DE LA JUSTICE, personne morale sans but lucratif, légalement constituée en vertu de la Partie 3 de la Loi sur les compagnies (RLRQ, chapitre C-38) ayant son siège au, 3101 chemin de la Tour, Pavillon Maximilien Caron, Montréal (Québec) H3T 1J7, représenté par monsieur Pierre Noreau, président, dûment autorisé ainsi qu'il déclare;

ci-après appelé l' « IQRDJ »,

ci-après appelés collectivement « les Parties ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE les Parties ont dûment signé la Convention d'aide financière relative aux travaux de recherche et de consultation sur la Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elles-mêmes ou pour autrui ;

ATTENDU QUE, par cette Convention, le Ministre a octroyé une aide financière à l'IQRDJ afin que celui-ci réalise des travaux de recherche et de consultation sur la Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente un danger pour elle-même ou pour autrui ;

ATTENDU QU'en complément à ce mandat, l'IQRDJ a prévu de réaliser un sondage public auprès de la population et que les frais afférents à la réalisation de ce sondage n'étaient pas prévus dans la Convention initiale ;

CES CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES ÉTANT EXPOSÉES, LES PARTIES CONVIENNENT CONJOINTEMENT DE MODIFIER LES ARTICLES SUIVANTS DE LA CONVENTION :

1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet l'octroi, par le Ministre, d'une aide financière de 254 341 \$ à l'IQRDJ afin de financer des travaux de recherche et de consultation sur la LPP, comprenant notamment :

- un état des lieux de la situation en santé mentale au Québec, incluant une analyse de la littérature et des études en la matière, notamment dans une perspective comparative;
- une enquête de terrain menée auprès des acteurs impliqués dans de telles situations (intervenants sociaux, juges, psychiatres, avocats, familles, etc.);
- une consultation des acteurs impliqués dans la mise en œuvre de la LPP par la tenue de deux forums des acteurs;
- un sondage public mené auprès de la population;
- un appel en vue de recevoir des mémoires issus des différentes parties prenantes concernées par la LPP, ainsi que la formulation de recommandations issues de l'analyse de ces mémoires et de l'enquête de terrain.

Ainsi, les travaux, lesquels sont plus amplement décrits à l'annexe, comporteront à la fois un aspect de recherche (juridique et interdisciplinaire) et un aspect de consultation et de participation publiques.

La présente convention détermine également les rôles et les responsabilités des Parties.

2. MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE

Un montant total et maximal de 254 341 \$ sera octroyé pour les années financières 2023-2024 et 2024-2025, selon les modalités prévues au paragraphe suivant et sous réserve de l'approbation des crédits par l'Assemblée nationale.

Le paiement du montant total et maximal sera effectué selon les modalités suivantes :

- en 2023-2024, un premier versement de 144 196 \$ sera versé à l'IQRDJ à la signature de la convention;
- en 2024-2025, un deuxième versement maximal de 110 145 \$ sera octroyé à l'IQRDJ en date du 31 mars 2025.

Ce financement inclut tous les frais afférents à la présente convention, ceci sur la base des taux et politiques en vigueur au gouvernement du Québec. Les pièces justificatives devront être accessibles au Ministre sur demande. Ainsi, les frais de déplacement, de recherche, de communications et tous autres frais, coûts ou dépenses que ce soit, relatifs à la présente convention, sont à la charge de l'IQRDJ.

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

Les autres articles de la Convention demeurent en vigueur et continuer de lier les Parties.

EN FOI DE QUOI, les Parties signent le présent avenant en signature électronique ci-dessous en date et lieu :

Pour le **MINISTRE RESPONSABLE DES SERVICES SOCIAUX**

[Redacted signature]

Le 19 MARS 2024

M. Caroline de Kenney Morin, sous-ministre adjointe

Direction générale des programmes dédiés aux personnes, aux familles et aux communautés

Pour l'**INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RÉFORME DU DROIT ET DE LA JUSTICE**

[Redacted signature]

Le 14 mars 2024

M. Pierre Noreau, président